



Juin 2021

CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES INSET ANGERS

La participation des personnes accompagnées

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le Centre de Ressources Documentaires de l'Inset d'Angers
Et le Pôle Autonomie

Centre national de la fonction publique territoriale



Définition, notions clés, repères historiques et juridiques	p.3
Enjeux éthiques	p.3
Les différents niveaux et formes de participation	p.4
Le développement du pouvoir d’agir, l’expertise d’usage et le développement des capacités individuelles et collectives	p.8
Leviers, conditions de réussite, les différentes méthodes mobilisables	p.10
Les places et les rôles des personnes	p.11

Définition, notions clés, repères historiques et juridiques

[Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions](#)

[Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale](#)

[Décret n° 2017-877 du 6 mai 2017 relatif à la définition du travail social](#)

STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-pauvrete-gouv-fr/>

Enjeux éthiques

Pour le développement des pratiques réflexives dans l'accompagnement des personnes : De l'intérêt professionnel individuel à l'intérêt

Haut conseil du travail social, 06/2021, 113 p.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/minis>

En novembre 2019, le Haut Conseil en Travail Social (HCTS) proposait le lancement de trois groupes de travail, dont celui des pratiques réflexives. Début d'année 2020, j'ai accepté l'animation de ce groupe en binôme avec, Fabienne Benet puis avec Sophie Del Corso, qui a débuté par une première et seule séance en présentiel le 9 mars 2020 pour en rappeler les attendus contenus dans la note de cadrage ciblant :

« L'appui au développement des pratiques réflexives dans l'accompagnement des personnes »

Kit : Participation citoyenne aux politiques de solidarités

Haut conseil du travail social, 2019, 70 p.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/kit_participation_citoyenne_hcts.pdf

Le kit de la participation citoyenne aux politiques de solidarités est à destination de tous les acteurs qui souhaitent mettre en place une démarche de participation. Il se décline en dix fiches opérationnelles illustrées par des exemples pratiques.

Participation des personnes accompagnées aux instances de gouvernance et à la formation des travailleurs sociaux

Haut conseil du travail social, 2017, 70 p.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/haut-conseil-du-travail-social>

L'objet du rapport résultant de ce groupe de travail n'est pas la participation en général. Il porte spécifiquement sur la participation des personnes accompagnées aux instances « où s'élaborent ou se mettent en œuvre les politiques sociales dans lesquelles les personnes accompagnées devraient être représentées, mais ne le sont pas encore ou sont déjà représentées, mais dans des conditions ne répondant pas complètement à leurs attentes ». Il s'agit d'identifier ces instances et de « déterminer les modalités de participation les plus appropriées ».

La participation des usagers dans les politiques sociales / AVENEL Cyprien, Institut National des Etudes Territoriales

Direction générale de la cohésion sociale, 2016, 97 p.

http://inet/sites/default/files/inet_rapport_administrateurs_territoriaux.pdf

A partir de quatre collectivités d'étude : le département du Nord, la ville de Lille, le département du Val-de-Marne et la ville de Créteil, six élèves administrateurs de la promotion Hannah Arendt donnent des clés de compréhension sur les conditions de la participation des citoyens aux politiques relatives à la protection de l'enfance, aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Après avoir rappelé les concepts sociologiques de la participation publique, fait une analyse historique de celle-ci en France et détaillé des exemples dans d'autres pays, ils analysent les conditions de réussite et les écueils à éviter pour associer les citoyens aux politiques sociales.

Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques publiques

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2011, 57 p.

<http://www.cnle.gouv.fr/Recommandations-pour-ameliorer-la>

<http://www.cnle.gouv.fr/Mme-Bachelot-Narquain-recoit-le.html>

Le rapport se compose de trois grandes parties présentant successivement les enjeux de la participation des personnes en situation de pauvreté, l'état des lieux des pratiques de participation expérimentées tant par le secteur associatif que par les administrations et les collectivités territoriales, et enfin les préconisations politiques et méthodologiques du groupe de travail qui prennent la forme d'une quarantaine de recommandations ou pré-requis, organisés autour de trois axes majeurs.

Les différents niveaux et formes de participation

La participation : nouvel idéal ? / WOUTERS Didier (Dir)

Sociographe (le), 12/2019, n° 68, p. 27-148

- La participation : critiques et analyses
- La participation à l'œuvre dans la formation des travailleurs sociaux et les actions communautaires
- La participation en protection de l'enfance

Sommaire détaillé :

<http://lesociographe.org/68-2>

✓ **La co-construction avec la personne concernée de son projet et de son parcours de vie**

La co-construction : une alternative managériale / FOUURIAT Michel

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2019, 193 p.

Proche de la notion de participation, la co-construction renvoie à une question concrète : comment des acteurs ayant des intérêts ou des points de vue différents peuvent-ils élaborer un projet partagé ? Aujourd'hui, cette problématique intéresse particulièrement l'action sociale, la gouvernance des organisations, le développement territorial, la formation des adultes, les recherches collaboratives... Cet ouvrage répond à trois objectifs : il apporte une clarification conceptuelle, analyse la progressive reconnaissance de la co-construction dans le champ social et les raisons de son engouement, nettement confirmé depuis la 1re édition (même si les réalisations et les pratiques restent encore hésitantes ou peu fréquentes), et détaille les principaux problèmes théoriques et méthodologiques au centre des démarches co-constructives. Ces développements théoriques sont illustrés par de nombreuses situations réelles, analysées et commentées. Cette 2e édition, soigneusement révisée et augmentée, consacre un nouveau chapitre à la problématique de la flexibilité cognitive relative aux questions du changement de points de vue et du lâcher-prise. Elle s'enrichit également d'un développement sur la prise en compte des jeux des acteurs pris dans des "boucles systémiques".

Éloge de la co-construction, une pratique de travail social à développer / DUBASQUE Didier

Dubasque.org, 07/02/2019

<https://dubasque.org/2019/02/07/elogue-de-la-co-construction/>

La participation des personnes aidées et accompagnées par les travailleurs sociaux reste trop souvent limitée à l'écoute et au recueil de leur simple avis ou de leurs expériences. Cette participation devrait plutôt se traduire par un véritable processus permettant la délégation de pouvoir et de prise de décision par la personne concernée. Car comme le disent certaines assistantes sociales « ce n'est pas à moi de décider mais bien à la personne qui vient demander de l'aide ». Nous n'avons pas à choisir ni décider pour elles sauf dans certaines situations extrêmes qui relèvent de la protection.

Vous avez dit participation ? Une vieille notion

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2018, p. 14-83

- La nécessaire clarification de la notion de "participation"
- Regards croisés sur la participation des personnes accompagnées
- Les formations sociales à l'épreuve de la participation des personnes accompagnées

✓ La participation à des instances nationales et locales

Chasser la pauvreté, non les pauvres / LE BLANC Guillaume

Liberation.fr, 23/04/2021

<https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/chasser-la-pauvrete-non-les-pauvres->

En évinçant ATD Quart Monde du Conseil économique, social et environnemental, c'est la pensée et la parole des plus démunis que l'on écarte d'une institution hautement représentative de la nation, témoigne le philosophe Guillaume Le Blanc, proche de l'association.

Accompagner les acteurs du conseil citoyen et le pouvoir d'agir des habitants / HANNOYER Francois

Profession banlieue, 2016, 21 p.

http://professionbanlieue.org/c_1_169_Publication_2884_0_Accompagner_les_acteurs_du_conseil_citoyen_et_le_pouvoir_d_agir_des_habitants_21_p_a_telecharger.html

Cette publication issue d'un groupe de travail se veut être un guide pour l'action. Elle reprend les grands axes structurant le conseil citoyen et son fonctionnement et elle vise à permettre aux professionnels et aux acteurs locaux de comprendre et d'intégrer dans leurs analyses locales les principaux points mis en débat, tant sur le plan des principes fondamentaux que sur celui des modalités pratiques.

Evaluation de l'expérimentation d'un collège des personnes en situation de pauvreté ou de précarité au sein du Conseil National de lutte contre la pauvreté et l'Exclusion (CNLE)

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2013, 140 p.

<https://www.cnle.gouv.fr/Evaluation-de-l-experimentation-d.html>

Après avoir publié un rapport formulant des recommandations pour promouvoir la participation des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, le CNLE s'est engagé dans une démarche visant à tester cette participation en son sein.

L'expérimentation menée pendant 18 mois a fait l'objet d'une évaluation externe, réalisée par le cabinet Amnyos Consultants. Le rapport final a été présenté aux membres du CNLE le 10 octobre 2013.

✓ **La co-formation des travailleurs sociaux**

Participation des personnes accompagnées aux formations en travail social : passer des intentions aux actes / COMETTI Edwige

Vie sociale et traitements, 06/2020, n° 146, p. 68-72

Cet article propose une réflexion sur la participation de personnes ressources concernées à la conception et à l'animation de contenus de formation en travail social. Il s'appuie sur plusieurs expériences de co-formation conduites entre étudiants, collectifs de personnes ressources concernées, travailleurs sociaux et formateurs. Il montre en quoi ces manières de faire formation participent à bousculer nos pratiques formatives et posent clairement la question de la reconnaissance du savoir expérientiel, mais aussi à terme de l'ambition de faire évoluer les pratiques professionnelles en travail social vers une plus grande prise en compte de ce qui est important pour les personnes accompagnées.

Croiser les savoirs - Accéder à la logique de l'autre / ATD QUART MONDE

Projet, 06/2020, n° 376, p. 54-59

La bonne foi des travailleurs sociaux se heurte régulièrement à leur difficulté à comprendre les besoins et les ressentis de ceux qu'ils accompagnent. ATD Quart monde fait travailler ensemble professionnels, militants concernés par la pauvreté et volontaires d'ATD.

<https://www.revue-projet.com/questions-en-debat/lutter-contre-la-pauvrete-les-lecons-du-terrain/343>

La participation des personnes accompagnées à la formation professionnelle [dossier] / GARDIEN Eve, JAEGER Marcel (Dir)

Vie sociale, 2019, 342 p.

La formation initiale et continue des professionnels du secteur social et médico-social a été récemment réformée, le travail social redéfini, la place des personnes accompagnées repositionnée. Dans le secteur sanitaire, la formation subit des modifications notables en matière de participation des patients et de leurs proches. Ce numéro fait le point sur ces transformations impulsées aux niveaux politique et pratique à l'échelle de la France mais aussi du Canada et de l'Europe. Il permet également de réfléchir à la question des savoirs expérientiels et aux enjeux qui en découlent (expertise usagère, conditions et modalités de la participation, croisement des savoirs...).

Une partie sera dédiée à l'explicitation et à l'analyse d'initiatives concrètes de participation des personnes accompagnées à la formation des professionnels, à leur formation propre, tant en matière de contenus que de méthodes pédagogiques.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2019-1.htm?contenu=sommaire>

Qu'apportent les savoirs d'expérience à la formation des professionnels ? Point de vue sur les co-formations par le « croisement des savoirs et des pratiques® » / ROSENBERG Suzanne

Vie sociale, 2019, n° 25-26, p. 113-129

Les co-formations par le croisement des savoirs, portées par atd Quart Monde, constituent un mode de formation des professionnels de l'intervention sociale qui associe à égalité praticiens et personnes en situation d'exclusion sociale. Ces dernières s'appuient sur leurs savoirs expérientiels, travaillés en amont, pour faire évoluer les pratiques des intervenants sociaux. Après avoir interrogé la manière de désigner les publics de l'intervention sociale, l'article creuse la question du savoir expérientiel, décrit les principes d'une co-formation et en esquisse les effets sur les pratiques de travail social.

La participation des "personnes accompagnées ou l'ayant été" à la formation des éducateurs spécialisés / CHARRIER ANNE

Conservatoire national des arts et métiers, 2019, 144 p.

http://docser.cnam.fr:8080/GED_SXC/194357991253/Charrier_memoire.pdf

Dans le cadre d'un master européen de recherche en formation d'adultes, ce mémoire, l'auteure aborde les thèmes suivants -après avoir contextualisé sa recherche en présentant l'évolution de la formation des éducateurs spécialisés, le métier, les diplômes, l'accompagnement des personnes suivies, le milieu associatif et la politique de la ville, les évolutions législatives :

- le cadre théorique
- la professionnalisation
- présentation du module de formation
- conclusion et perspectives.

Des usager.e.s inclus.es dans la formation et la recherche collaboratives en travail social / WARIN

Philippe, BLANCHET Nathalie

Odenore, 2018, 134 p.

<https://odenore.msh-alpes.fr/content/des-usager-e-s-inclus-e-s-dans-la-formation-et-la-recherche-collaboratives-en-travail-social>

Les modules de formations produits dans le cadre du collectif soulèvent de très nombreuses questions liées à la place des usagers dans les actions de formation, aux modes et enjeux de la collaboration entre chercheurs, professionnels, formateurs et usagers, et à l'impact de ce type de formation sur les étudiants eux-mêmes.

Soutenue par la Direction générale de la cohésion sociale et la DGSIP, la recherche UNIFORC visait, à partir de l'expérience du Collectif SOIF de connaissances, "à comprendre les conditions de la participation des usager.e.s à la formation et la recherche collaboratives en travail social ».

Au-delà de ces objectifs, cette recherche a permis une réflexion commune à l'ensemble des parties prenantes, et contribué aux réflexions stratégiques sur les suites à donner à cette expérience.

De la participation au croisement des savoirs. Faire grandir la démocratie / ATD QUART MONDE, INSET ANGERS, CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ATD quart Monde, 2015, 32'

"Est-ce que des personnes en grandes difficultés économiques, sociales et culturelles peuvent être des partenaires à part entière de notre processus démocratique, ayant une réflexion à apporter sur les grands enjeux de notre société - lutte contre la pauvreté, développement durable, mieux vivre ensemble au sein de son quartier ? Pour ATD Quart Monde, ce partenariat n'est pas un but à atteindre mais une donnée de départ qui nécessite de mettre en place des conditions. La caméra de Delphine Duquesne nous invite à découvrir la démarche du croisement des savoirs et des pratiques, à travers une série de séances de travail.

En Bonus, des clés pour l'action sous la forme de trois entretiens :

- le point de vue d'une universitaire
- le point de vue d'une professionnelle de terrain
- le point de vue d'une personne en situation de pauvreté et un livret pour en savoir plus".

Organiser un colloque ou un séminaire de formation professionnelle avec le savoir issu de la grande précarité sociale. Guide pratique.

Respects 73, 2015, 4 p.

<http://www.respects73.fr/media/guide-pratique-colloque-pass.pdf>

✓ La participation à des recherches

L'expertise usagère / HEIJBOER Claire

Esprit, 07/2020, n° 466, p.125-128

La participation des usagers, devenus « usagers », permet à des programmes de recherche coopératifs de bénéficier de leur expertise usagère et de valoriser les pratiques institutionnelles d'accompagnement. Elle signale un nouvel âge des solidarités.

L'implication citoyenne dans la recherche / GARDIEN Eve, JAEGER Marcel

Vie sociale, 2017, n° 20, 252 p.

Ce numéro portera sur les Pairs, leur participation à la recherche, les effets de cette participation, et les différentes expertises en débat (sciences citoyennes, ATD Quart-Monde, expertise des pairs-aidants).

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-4.htm>

Des chercheurs pour mesurer la pauvreté

Atd-quartmonde.fr, 01/12/2017

<https://www.atd-quartmonde.fr/des-chercheurs-pour-mesurer-la-pauvrete/>

ATD Quart Monde mène une recherche inédite avec l'université britannique d'Oxford où participent, à égalité, des personnes ayant l'expérience de la pauvreté aux côtés de professionnels et d'universitaires.

Recherche en travail social : les approches participatives / PARUREL Dominique

Champ social éditions, 2014, 396 p.

Cet ouvrage reprend les interrogations sur ce que peut être l'approche participative dans la recherche en travail social en fonction des destinataires de l'intervention, par rapport aux relations de pouvoirs et dans la construction des savoirs. La diversité des chercheurs et de leurs approches reflètent l'état des travaux aujourd'hui sur la recherche participative à propos de la question sociale en Europe. D'autre part, Dominique Paturel, chercheuse à l'Inra, qui a dirigé cette publication, fait partie de ces chercheurs qui ont le souci de l'interface entre le développement, la recherche et la société.

Le développement du pouvoir d'agir, l'expertise d'usage et le développement des capacités individuelles et collectives

Action sociale et empowerment / VALLERIE Bernard

Université Grenoble Alpes, 2018, 77 p.

Comment accompagner les personnes qui rencontrent des obstacles dans leur parcours de vie en évitant des impacts douloureux tels l'infantilisation ou la stigmatisation ? L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir propose aux intervenants sociaux un cadre d'analyse afin de créer des conditions qui permettent aux personnes de décider pour elles-mêmes. Il n'est plus question de projet "pour" mais de projet "avec": c'est une dynamique d'affranchissement et non d'adaptation qui est impulsée, contribuant par là même au développement d'une plus grande justice sociale.

Cet ouvrage synthétique s'adresse en priorité aux intervenants sociaux et personnes qui souhaitent oeuvrer dans le champ du travail social mais aussi à quiconque s'intéresse au développement du vivre ensemble. Bernard Vallerie est actuellement enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, après avoir exercé pendant 25 années en tant qu'éducateur spécialisé. Il est l'un des tout premiers à avoir élaboré et mis en oeuvre cette approche en France.

Le pouvoir d'agir n'est pas le devoir d'agir / PORTAL Brigitte

Actualités sociales hebdomadaires, 09/04/2021, n° 3204, p. 38-39

Le « pouvoir d'agir » peut faire l'objet d'incompréhension, voire de rejet, du fait de sa proximité avec la notion ambiguë d'« empowerment », concept à deux faces, l'une émancipatrice et l'autre prescriptive. Il est donc urgent de définir ces termes pour éviter toute confusion.

Éduquer à la protection ? Les pratiques professionnelles de développement du pouvoir d'agir à l'épreuve du mandat de protection de l'enfance / CHAPEAU Julie

Spirale, 2020, n° 66, 119-136

Le développement de nouvelles réponses d'accompagnement et la reconnaissance de la place des parents dans le dispositif de protection de l'enfance ont ouvert la voie à une rénovation des pratiques professionnelles, nécessitant la recherche de nouvelles méthodologies d'intervention. C'est dans ce cadre propice que les approches centrées sur le développement du pouvoir d'agir ont pu s'implanter progressivement dans les services, en particulier ceux intervenant de manière renforcée au domicile. Si le mandat d'intervention, d'autant plus contraignant pour les mesures renforcées, semble de prime abord incompatible avec ces approches, elles constituent en réalité un axe structurant de l'éducation à la protection, socle d'intervention intermédiaire entre le l'aide et le soutien à la parentalité et la suppléance parentale.

Développer le pouvoir d'agir des parents en contexte contraint Entre place symbolique et place physique / GRANDVAL Manon

Spirale, 2020, n° 66, 137-150

Le travail social se définit désormais par son intention de tendre vers le développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées. Or, cette visée questionne dans sa mise en pratique, notamment au sein des établissements de protection de l'enfance. Dans cet article, nous souhaitons apporter des éléments de réponse à la question : comment le développement du pouvoir d'agir du parent peut-il s'envisager dans le contexte contraint de la protection de l'enfance ? En nous appuyant sur une recherche collaborative avec les parents et les professionnels de six établissements, nous montrerons que le développement du pouvoir d'agir parental nécessite une réflexion autour de la place dans ses versants à la fois symboliques et physiques.

La participation des personnes exilées : des pistes pour repenser l'intégration / BILONG Sophie

Institut français des relations internationales, 2020, 83 p.

<https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/participation-exilees-pistes-repenser-lintegration>

La notion de participation n'est pas nouvelle. Elle a été largement étudiée dans le domaine de l'action sociale et de la lutte contre la pauvreté et est au cœur de nombreuses expérimentations. Comment appliquer cette notion de participation, telle qu'elle est décrite pour les personnes en situation de pauvreté, à des personnes exilées ? La participation des réfugiés et des migrants présente-t-elle des spécificités ?

Penser un environnement capacitant pour la parentalité en protection de l'enfance / GRANDVAL Manon

Revue internationale de l'éducation familiale (Ia), 2019, n° 45, 121-146

Comment les établissements ayant une mission de protection de l'enfance peuvent-ils être des environnements capacitants pour la parentalité ?

Coproduire le changement par le DPA : le point de vue des personnes et des professionnels / PORTAL Brigitte, JOUFFRAY Claire

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2019, 166 p.

Co-construction et participation des usagers sont devenus les maîtres-mots des politiques sociales. Pour autant, les écrits sur ce thème ne sont, la plupart du temps, que le reflet de ce que pensent les experts. Pratique et court, ce livre relance le débat en le sortant de l'entre-soi et apporte un regard constructif sur la coproduction du savoir en matière de relation d'aide et de travail social.

En donnant la parole aux professionnels formés à l'approche DPA-PC (Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs) et aux personnes ayant bénéficié de cet accompagnement, il analyse la manière dont celles-ci se sont emparées de cette approche pour agir par elles-mêmes et sortir de l'impuissance. Le DPA s'avère aussi une piste prometteuse pour amener les intervenants de terrain à dépasser leur mal-être actuel.

A l'appui de témoignages rares de douze professionnels et personnes concernées, cette étude de terrain dégage des pistes de réflexion et d'action pour les pratiques professionnelles. Cet ouvrage s'adresse aux étudiants, travailleurs sociaux et médico-sociaux, formateurs et cadres ainsi qu'aux personnes accompagnées pour aller dans le sens d'une évolution des pratiques.

De la participation au pouvoir d'agir / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel

Eres, 2017, 229 p.

En raison de la loi et des évolutions sociales, la participation des personnes accompagnées se développe dans différentes instances, qu'elles soient de santé ou de lutte contre l'exclusion. Le plan d'action national en faveur du travail social fait de la participation l'une de ces quatre grandes priorités et précise que : « La participation des personnes doit être recherchée à toutes les étapes des politiques publiques : depuis leur élaboration, jusqu'à leur mise en œuvre et à leur évaluation ». Ce numéro s'intéresse à leur participation aux instances d'élaboration, ou à la mise en œuvre, d'une politique publique. Il interroge la pratique du développement du pouvoir d'agir qui a pour but la co-construction collective avec les personnes en difficultés ou en situation de handicap et nécessite un renouvellement de la pratique professionnelle.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-3.htm>

Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires /
CARREL Marion
ENS éditions, 2013, 270 p.

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent ? Deux analyses s'affrontent, en théorie comme en pratique, sur la participation des habitants aux politiques de la ville. La première pointe les dérives de "l'injonction participative", cette demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens, sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions.

La seconde voit au contraire dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique et l'amélioration de l'action publique. Le croisement de plusieurs perspectives d'analyse et terrains d'enquête permet de dépasser cette vision binaire et de rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux, économiques et urbains sont débattus dans l'espace public. L'ethnographie de la participation aide à mieux comprendre la manière dont les habitants prennent part, ou non, à la définition et à l'évaluation des politiques publiques qui les concernent.

Cet ouvrage montre que l'apathie des habitants des quartiers d'habitat social n'est qu'apparente ou plutôt qu'elle se développe dans des contextes d'interaction particuliers. Sous certaines conditions, au contraire, de nouvelles formes de contre-pouvoir, engendrées par l'activité délibérative des "artisans de la participation", émergent dans les milieux populaires.

L'empowerment, une pratique émancipatrice ? / BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole
Découverte (La), 2015, 175 p.

Attention, livre important pour celles et ceux qui questionnent l'incapacité des politiques et des experts à répondre aux défis de notre époque troublée. Et qui s'interrogent sur la façon dont les citoyen(ne)s peuvent construire des alternatives. Ce questionnement est en effet à l'origine, dans les Etats-Unis d'après-guerre, du concept d'empowerment, désignant le «pouvoir d'agir» des individus et des collectifs.

Ce concept a connu depuis un succès planétaire dans le monde anglophone. Mais il n'a percé que plus récemment dans les autres espaces culturels, dans les milieux du travail social comme dans la littérature du management. D'où l'utilité de ce livre qui synthétise la foisonnante littérature anglophone sur la notion d'empowerment. Il retrace sa genèse, l'histoire de ses multiples variantes et celle des pratiques sociales qu'elles ont nourries.

Des mouvements féministes du Nord et du Sud jusqu'aux programmes de la Banque mondiale et de l'ONU, la notion est utilisée aussi bien dans une perspective radicale d'émancipation que pour conforter les visions néolibérales ou social-libérales. Défendant résolument sa version émancipatrice, les auteures en expliquent les limites, mais aussi son importance pour éclairer les débats contemporains sur la démocratie.

Leviers, conditions de réussite, les différentes méthodes mobilisables

Personnes accompagnées : Repousser les limites de la participation des usagers

Actualités sociales hebdomadaires, 25/12/2020, n° 3190, p. 34-36

Tenir compte de la parole des personnes accompagnées est devenu un impératif, régulièrement rappelé par les pouvoirs publics comme par les associations. Une volonté largement partagée qui se heurte encore à de vrais obstacles, que les structures les plus engagées s'emploient à repousser.

L'agir pluridisciplinaire - Éthique et réflexivité / DEPAULIS Alain, MOLAS Alain, NAVARRO Jean
Harmattan (L'), 2020, 208 p.

La vitalité d'un collectif pluriprofessionnel tient à la qualité des relations entre ses membres et à la cohérence de leurs actions. Comment fonctionne un service ? Quelle place donne-t-il à l'utilisateur ? Comment harmonise-t-il ses pratiques avec celles de ses partenaires ? Objets de développements théoriques parfois abstraits, ces questions sont interrogées ici dans l'exercice professionnel. Cet agir pluridisciplinaire mis en pratique dans des services sanitaires, médico-sociaux et sociaux concerne toutes les personnes qui travaillent en partenariat. C'est un outil de formation universitaire destiné aux professionnels appelés à travailler en équipe et en réseau.

<https://www.editions-harmattan.fr/livre-l-agir-pluridisciplinaire-ethique-et>

Les dynamiques participatives dans les ESSMS : état des lieux et perspectives

Actif information, 2019, p. 3-234

En vertu de la loi, tout usager d'ESSMS est un citoyen et doit prendre en charge son destin avec les femmes, les hommes et les structures qui l'accompagnent. La question du pourquoi semble donc bien être réglée... mais l'est-elle vraiment ?

Les ESSMS disposent maintenant d'une panoplie d'outils, plus ou moins adaptés, qui ont fleuri depuis quelques années : développement de la capacité d'agir (alias DCA ou empowerment), travail social en résonance, co-construction des projets, co-information, construction de sens (certains préfèrent « sensemaking », mode anglo-saxonne oblige), etc. Où en est-on ?

De plus, il ne faut pas oublier que ces « approches participatives » exigent un travail d'appropriation et une mise en perspective au niveau des équipes professionnelles.

- Les leviers d'une participation effective des usagers

- La participation des usagers au prisme de celle des professionnels

<https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/les-dynamiques-participatives-dans-lessms-etat-des-lieux-et-perspectives.html>

Retour sur les (més)usages de la participation dans le travail social / BALLIERE Frédéric

Sociographe (le), 06/2019, n° 166, p. 67-74

À partir d'une approche socio-historique des transformations du travail social, cet article s'attache à décrire la façon dont les professionnels de ce secteur se sont saisis de la notion de participation. Il met en évidence l'usage détourné qui en fut fait par les politiques publiques et les conséquences qui en résultent pour les bénéficiaires de l'action sociale. Pour finir, l'auteur invite à reconsidérer les modalités de l'intervention sociale à partir de logiques d'empowerment permettant aux acteurs concernés de s'émanciper de ces contraintes.

La participation serait-elle une pratique contre-nature ? / LEBOEUF Emeline

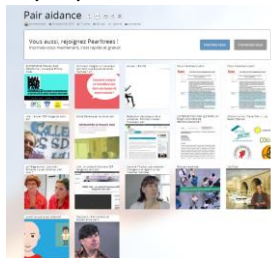
Vie sociale et traitements, 2019, n° 143, p. 79-84

Décréter « faire participer » n'est pas suffisant. Pour être effective, la participation doit se provoquer. Cependant, il existe différentes manières de faire participer. Comment, dans le secteur médico-social, peut-on ajuster les pratiques des professionnels et des directions afin de mettre en œuvre « la participation » en donnant un réel pouvoir d'agir aux personnes accompagnées ?

Les places et les rôles des personnes (question du pouvoir dans la relation à l'autre ; réfléchir sur les pratiques ; connaître la pairaidance

[Pair-aidance](#) / COLLETTE Jennifer

30/09/2019



De l'autre côté du miroir / ANGOTTI Matthieu

Esprit, 07/2020, n° 466, p 135-139

Coopérer avec les personnes accueillies à la conception, à la mise en œuvre et l'évaluation de l'action sociale permet une meilleure inclusion sociale de ces personnes. Mais une organisation bureaucratique et une culture caritative s'y opposent.

Croiser les savoirs - Accéder à la logique de l'autre / ATD QUART MONDE

Projet, 06/2020, n° 376, p. 54-59

La bonne foi des travailleurs sociaux se heurte régulièrement à leur difficulté à comprendre les besoins et les ressentis de ceux qu'ils accompagnent. ATD Quart monde fait travailler ensemble professionnels, militants concernés par la pauvreté et volontaires d'ATD.

<https://www.revue-projet.com/questions-en-debat/lutter-contre-la-pauvrete-les-lecons-du-terrain/343>

Toute-puissance et impuissance dans les mesures d'aide éducative : une mainlevée problématique / AUTANT DORIER Claire

Revue française des affaires sociales, 2020, p. 201-225

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2020-2.htm>

L'article rend compte d'une enquête menée au sein d'une association exerçant des mesures d'assistance éducative à domicile qui expérimente un dispositif renforcé afin de faire avec les usagers et de développer leur capacité d'agir. Partant d'un questionnement sur la traduction de la demande, celle-ci révèle des situations problématiques de mainlevée où il est mis fin à la mesure alors que les besoins demeurent et qu'une demande s'exprime. La reprise d'un cas met à jour un procès réciproque en (in)capacité : l'équipe éducative pointe la toute-puissance de la mère qui « met en échec » la mesure, tandis que celle-ci reproche aux instances éducatives d'être « incapables » d'aider son fils. La mainlevée signe alors l'impuissance des travailleurs sociaux à agir. Cette situation donne à voir comment les décalages dans les représentations et attentes respectives comme dans les temporalités et logiques d'action provoquent de la résistance et du décrochage. Le texte pose la question de l'effectivité des droits des familles dans leurs rapports avec les services de l'aide sociale à l'enfance et de l'efficacité du dispositif d'assistance éducative. Au-delà du pouvoir discrétionnaire des professionnels, les traductions et décisions prises interrogent la pertinence des politiques sociales et les conditions de leur mise en œuvre à l'échelle locale.

La pairaidance bouscule le travail social

Gazette santé social (la), 11/2019, n° 167, p. 32-34

De plus en plus, les politiques publiques promeuvent la pairaidance. Derniers exemples en date : le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme. Au point que certains y voient une forme aboutie de la participation. Mais elle n'est pas sans conséquence sur les travailleurs sociaux dont elle interroge les pratiques. D'où la nécessité d'un travail d'équipe dont le pair n'est qu'une des composantes.

<https://www.travail-pair.org/>

Vous avez dit "usager" ? - Le rapport d'usage en action sociale / JANVIER Roland

ESF, 2018, 164 p

Un débat traverse le champ de l'action sociale et médico-sociale autour de l'expression "usager" : le terme est souvent remis en cause. Certains veulent l'abandonner car il serait stigmatisant, d'autres critiquent le statut contraint qu'il signifie ou encore le trouvent réducteur au seul lien administratif. Cet ouvrage voudrait ouvrir d'autres perspectives en intégrant la notion de rapport d'usage comme élément central de la relation d'aide.

Qu'entend-on par "rapport d'usage" ? Il s'agit de la manière dont des bénéficiaires d'interventions sociales ou médico-sociales, mais aussi les intervenants, "font usage" des dispositifs sociotechniques de prise en charge ou d'accompagnement. Contre l'accusation faite à la technicisation du travail social de pervertir la qualité relationnelle entre intervenants et bénéficiaires, la prise en compte du rapport d'usage réhabilite la médiation technique comme support de l'échange.

Faire usage d'un dispositif instaure une relation triangulaire entre le professionnel, le support technique lui-même et l'usager, qui s'apparente à un rapport de force : l'usager n'est plus un simple utilisateur mais un acteur inscrit dans une stratégie, dans un rapport social. Prenant appui sur l'analyse de l'ingénierie de la loi n° 2002-2, des outils en découlant (livret d'accueil, contrat de séjour), de l'évaluation, de journaux associatifs, mais aussi de la parole des usagers eux-mêmes sur Internet (blogs, forums), l'auteur démontre que le rapport technique qui s'instaure dans les institutions sociales et médico-sociales peut permettre aux usagers de développer leur pouvoir d'agir.

Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY Claire

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2018, 240 p.

Les travailleurs sociaux sont au cœur d'une injonction paradoxale : rencontrer de plus en plus de personnes précaires (des publics nouveaux) avec de moins en moins de moyens pour les aider (baisse des budgets sociaux). Pour nombre d'entre eux, il en résulte un profond malaise qui peut aller jusqu'à l'épuisement et une remise en cause des postures et des pratiques professionnelles.

L'approche centrée sur le Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs (DPA-PC) dont le principe consiste à « passer d'une situation d'impuissance à une situation où les acteurs concernés perçoivent des opportunités concrètes d'agir pour obtenir un changement auquel elles aspirent », développée dans la 1re édition, a permis aux acteurs de terrain de renouer avec les fondements du travail social et retrouver du sens à leur pratique.

À l'appui de huit expériences d'accompagnement, cette nouvelle édition montre comment des intervenants sociaux francophones (France, Belgique, Québec) se sont saisis de ce principe pour initier des pratiques différentes. Ils donnent ainsi à voir en quoi cette approche novatrice est venue interroger les fondamentaux du travail social, bousculer les postures professionnelles dans la pratique de l'intervention sociale (prévention, responsabilisation, engagement collectif et individuel, distance et participation...) et modifier les rapports de pouvoir entre intervenants et usagers.

"De ne rien dire à oser parler...et pouvoir se faire entendre". / BILLON Sébastien, FRANCOIS Nathalie

Cnam Pays de la Loire, ATD quart Monde, 2018, 86 p.

http://www.cnam-paysdelaloire.fr/medias/fichier/atd-ecrit-final_1490263652411-pdf

- Avant-propos. Origine et objectif de la recherche page 1
- Partie I. Cadre et méthodologie du travail collaboratif page 7
 - * Les différents acteurs du Mouvement ATD Quart Monde page 7
 - * Le groupe local d'ATD Quart Monde page 13
 - * La mise en oeuvre du travail collaboratif, la méthodologie employée page 20
- Partie II. Faire alliance : du faire ensemble à l'agir ensemble page 24
 - * La construction de la relation alliés-militants page 25
 - * Le regard porté les uns sur les autres page 27
 - * Le groupe soutien à l'être soi page 41
- Partie III. Le projet d'une société riche de tous ses membres page 50
 - * De la reconnaissance au pouvoir d'agir page 50
 - * D'une expérience associative à la réalité du travail social page 55
- Conclusion page 69
- * Vers une société fraternelle page 75

Place, posture & éthique dans les métiers de la participation. Jeudi 30 mars 2017. Actes

Asterya, 2017, 69 p.

http://docs.wixstatic.com/ugd/ee0eb9_ae672a740967417a912834f9db113dbb.pdf

- Diversité des métiers. Diversité des postures ? - Professionnalisation de la participation. - Éthique dans les métiers de la participation.

http://www.asterya.eu/evenement-30mars17?utm_campaign=07e733fe16-JOURNEEDETUDE

Les nouvelles figures de l'usager : de la domination à l'émancipation ? / ARGOUX Dominique, BECQUEMIN Michèle, COSSEE Claire, OLLER Anne-Claudine

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2017, 228 p.

Longtemps synonyme d'« administré », le terme d'« usager » s'est imposé au début des années 2000 comme l'un des instruments de modernisation du service public et du renouvellement démocratique, impliquant une meilleure reconnaissance et prise en compte des droits des personnes. Mais la promesse a-t-elle été tenue ? Quels sont les progrès réalisés dans l'accès aux droits des personnes concernées ? Y ont-elles gagné en émancipation ? Ou sont-elles confrontées à la persistance ou au renouvellement de formes de domination (dénégation des droits, surplus de contraintes administratives, relégation, injonctions moralisatrices, violences...) ?

Pour comprendre les nouvelles attentes à l'égard du travail social, cet ouvrage examine comment les « figures » de l'usager (patient, malade, bénéficiaire, ayant droit, allocataire, client, consommateur) se déclinent actuellement dans les secteurs de l'éducation et de l'action sociale et médico-sociale à travers des situations concrètes (prise en charge des sans-abri, des personnes en situation de handicap ou en difficulté scolaire, insertion des Gens du voyage, participation citoyenne...). Entre analyses critiques et pistes pour l'action, les éclairages apportés ici sont illustratifs des incohérences auxquelles les personnes sont souvent confrontées dans l'expression de leurs droits et dévoilent des expérimentations institutionnelles particulièrement suggestives.

L'expertise sociale : la définir pour l'agir ? / ROBIN Régis

Chronique sociale, 2016, 253 p.

"Avec cet ouvrage, Régis Robin se penche sur ce qui fait corps, au sens de corps professionnel, en s'interrogeant sur les contours du travail social et sur une des spécificités des assistants de service social : la mise en avant d'une capacité d'expertise qui, par certains aspects, ouvre des voies nouvelles à la recherche en travail social, mais qui, par d'autres, interroge les formes de l'engagement de professionnels dans l'action, leur légitimité, leur proximité avec les personnes en situation d'exclusion et de grande souffrance." extrait de la postface de Marcel Jaeger "Devant la diversité des questions que pose l'expertise sociale, Régis Robin montre bien qu'il faut étudier cette expertise plutôt que faire comme si elle n'existait pas, et prendre conscience des enjeux.

S'en saisir permet de poser un autre regard et de veiller à ce qu'il n'y ait pas une confiscation du sens. Il ne s'agit pas de se positionner comme "l'expert de référence" mais de mobiliser des savoirs, des compétences différentes mais complémentaires de l'intervention individuelle et l'intervention collective, et de construire ses postures pour être dans sa fonction. Cela nécessite de porter un regard pragmatique sur la notion d'expertise et d'envisager l'analyse réflexive en cours d'action et l'analyse réflexive sur l'action, permettant de prendre une distance vis-à-vis de la pratique quotidienne.

Ainsi l'expertise sociale peut être envisagée comme une activité située, figure métisse, dont le déploiement ne s'effectue pas seulement sur le mode d'un savoir-faire, mais sur celui d'un "art" qui convoque des habiletés plurielles et des savoirs multiples. Comme l'expertise sociale s'effectue dans le cadre de l'aide personnelle ou de portée sociale, veiller à lui donner une forme citoyenne, partagée, collective, permet de participer aux réflexions sur les grandes questions de la société."

✓ **Conférences familiales**

La conférence familiale : une autre éthique de l'intervention / AUGER Marie-Pierre

Vie sociale, 2021, n° 34-35, p. 237-252

Les conférences familiales se sont construites il y a trente ans en Nouvelle-Zélande où les Maoris, peuple autochtone, revendiquaient le droit à agir de façon autonome des institutions qui les accompagnaient dans le respect des pratiques sociales communautaires. Cet outil, aujourd'hui innovant en protection de l'enfance en France, vise à confier à une famille et son réseau les décisions pouvant réduire le danger vécu par l'enfant. Dans le cadre d'une recherche doctorale réalisée au sein du Centre de recherche en éducation familiale de l'université Paris Nanterre, un recueil de données mené auprès de professionnels de la protection de l'enfance formés aux conférences familiales met en lumière que leur émergence vient répondre à un sentiment d'échec de leur mission. Celui-ci engendre une souffrance éthique définie par M. Jean-Philippe comme « un malaise des salariés pour qui les contraintes imposées par le système sont contradictoires avec leur mission ».

Conférences familiales : restituer le pouvoir à la famille

Média social (Le), 02/07/2020

Les conférences familiales permettent de favoriser l'autonomie et le pouvoir d'agir des familles ou des individus qui les sollicitent. Objectif : régler une problématique via un plan d'actions concret. Méconnue, la méthode est expérimentée en France par quelques départements.

Protection de l'enfance - Des états généraux à l'heure du débat

Actualités sociales hebdomadaires, 17/05/2019, n° 3111, p. 16-17

<https://www.infomie.net/spip.php?breve3801>

Alors que la proposition de loi de Brigitte Bourguignon – adoptée dans une version décriée par les associations d'anciens enfants placés – était encore en discussion à l'Assemblée nationale, se tenaient les états généraux de la protection de l'enfance, en Seine-Saint-Denis, le 7 mai.

- Améliorer les pratiques

- De nouveaux modèles : expérimentation des conférences familiales en Gironde

La conférence familiale. Redonner le pouvoir d'agir à la famille / LEMAIRE Fabienne

Le Sociographe, 2017, HS, p. 165-170

La notion du Développement du pouvoir d'agir (DPA) – encore appelé dans son acception anglo-saxonne *empowerment* – a été un « objet » mis en avant à l'occasion d'une démarche de renouvellement des pratiques et du projet associatif pour le Développement social local (DSL) à La Sauvegarde du Nord. Au-delà des changements opérés au sein des services pour favoriser l'évolution des pratiques professionnelles, la Conférence Familiale en protection de l'enfance apparaît comme une démarche des « droits culturels » développée par le réseau culture 21 dans plusieurs départements de France, dont celui du Nord.

La conférence familiale : devenir acteur de sa vie / DAATSELAAR Hélène

Empan, n° 62, 2/2006, p.136-139

<https://www.cairn.info/revue-empan-2006-2-page-136.htm>

La conférence familiale désigne un processus qui mène à la prise de décisions par la famille. L'objectif est de résoudre un problème concernant un enfant en danger. La conférence permet à la famille de choisir avec tous ceux qui lui sont proches les ressources à mettre en œuvre pour sa résolution.

✓ Clinique de concertation



<https://concertation.net/>

La réorganisation d'une MECS. Le pari du positif

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2844, 24/01/2014, p. 20-23

<http://concertation.net/site/wp-content/uploads/2014/02/MECSNimes-ASH-Janv14.pdf>

A Nîmes, la maison d'enfants à caractère social de la Communauté Costes a su allier une réorganisation nécessaire avec le souci du soutien aux familles. A l'aide d'une méthode encore récente, les travailleurs sociaux sont amenés à bousculer leurs schémas habituels.

Dénoncer les fautes ou énoncer les parcours ? A propos de la «Clinique de Concertation» en MECS / PAYAN David, Directeur de la MECS de la Communauté Coste, Nîmes

Cahiers de l'actif (les), 05/2013, n° 456-459, p. 227-238

<http://concertation.net/wp-content/uploads/2017/10/Cahiers-de-lactif-n%C2%B0-458-459-2014.10-David-Payan-D%C3%A9noncer-les-Fautes-ou-Enoncer-les-Parcours-.pdf>

La « Clinique de Concertation » une approche novatrice pour l'accompagnement des situations de détresses multiples

Lettre concertative n° 5, Concertation.net, 06/2011, 62 p.

<http://concertation.net/wp-content/uploads/2017/10/lettre-05-Nantes-juin-11-2012.10.26.pdf>

Ce texte est le reflet des interventions et des discussions qui ont animé la journée de sensibilisation à Nantes le 9 juin 2011 à l'initiative du Réseau de Prévention C.A.R.E. Voir l'intervention du Dr LEMAIRE : « Les personnes dont nous nous occupons pourraient-elles nous stimuler, nous aider, nous accompagner à mieux travailler ensemble » Consulter les actes :

Bibliographie

Editée par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand, Soizic Lemerrier**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2021 CNFPT/ INSET D'ANGERS